

JIM HOAGLAND

Conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Bonjour. Mon nom est Jim Hoagland, et j'écris de temps en temps pour le *Washington Post*. Nelson Cunningham et moi-même souhaitons partager quelques réflexions sur la réaction américaine aux horribles événements de Paris il y a une semaine. Il va presque sans dire, bien sûr, que les premières réactions, et celles qui subsistent encore maintenant, sont des réactions d'horreur et de révolte face à la sauvagerie barbare qui s'est emparée des rues de Paris. Nos pensées et notre sympathie vont à tous ceux qui ont été touchés de près ou de loin et à tous ceux qui, comme de nombreux Américains, aiment Paris pour tout ce que cette ville représente. Il est clair que les tueurs cherchaient à changer la nature de Paris par ces horribles crimes. J'ai toute foi dans le fait qu'ils n'y réussiront pas.

Il y a bien sûr des échos du 11 septembre dans les attaques de Paris. Elles vont changer le regard et les actions de la France, tout comme le 11 septembre a changé la façon dont les Etats-Unis envisagent le monde et réagissent. Nous devons nous garder de réagir de manière excessive, mais il est aujourd'hui clair qu'il est urgent d'agir. Je dois préciser dans le même temps que les Américains, comme d'autres peuples, ont tendance à ajuster les événements et les changements à leurs croyances et pratiques préexistantes, et également, dans le cas présent, à leur campagne électorale existante. Par conséquent, vous allez voir beaucoup de choses qui auraient été vraies avant la tuerie mais qui le seront encore plus à présent.

Les Américains ont bien sûr à l'esprit que la même chose pourrait leur arriver, et c'est pour cela qu'ils sont très intéressés par les actions de la Belgique, de la France et même de l'Europe, par la façon dont les gouvernements attaqués regagnent la confiance de leurs populations. Si on regarde la couverture du *New York Times* aujourd'hui par exemple, vous verrez des sujets sur comment la France renforce la surveillance et la sécurité, et il en est de même pour la Belgique. Cela va désormais constituer un des problèmes essentiels des Européens : comment faire en sorte que les populations se sentent à nouveau en sécurité ?

En ce qui concerne le contexte de notre campagne présidentielle, ces événements vont probablement enflammer un débat déjà très animé sur le sujet de l'immigration. Cela nourrit les flammes de la terreur de l'étranger que certains candidats, et je citerai particulièrement Donald Trump chez les républicains, ont utilisée à des fins démagogues. Cela encourage aussi un débat plus sérieux sur des questions comme le cryptage du trafic internet, et efface une partie de « l'effet Snowden » dans le débat sur l'équilibre entre liberté civile et sécurité nationale. A quel point sommes-nous en sécurité et à quel point pouvons-nous l'être ? Il va y avoir du rééquilibrage.

J'ai tendance à être un optimiste historique, donc je vais chercher une lueur d'espoir dans tout ça, et il y a une possibilité que les événements de Paris transforment la sécurité nationale et la politique étrangère en sujets majeurs dans des campagnes qui les ont largement ignorés jusqu'à présent. Cependant, ce débat sera grave. Nous avons vu le principal candidat à l'investiture démocrate, Hillary Clinton, adopter dans son discours une position bien plus en faveur de l'action au Moyen-Orient que celle du président Obama. Dans son discours d'hier, elle a enjoint les Etats-Unis à aider l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, ainsi qu'à réfléchir à de nombreux autres éléments, comme le fait d'être plus ouvert à la possibilité d'envoyer des experts militaires américains pour prendre part à des actions futures. Elle s'est désolidarisée des positions plutôt fermes du président Obama contre toute augmentation de l'implication américaine contre l'Etat islamique et contre d'autres pouvoirs maléfiques présents au Moyen-Orient.

Cependant, c'est une campagne chargée d'émotions, tout comme le sujet concerné, bien sûr. Nous sommes maintenant dans la phase des primaires – environ 70 jours avant la première primaire – et c'est un moment où les candidats des deux parties s'adressent à leur base. Ils veulent être sûrs de consolider le soutien des électeurs qui pourraient voter pour eux, qui pourraient penser comme eux, qui pourraient au moins être d'accord avec leurs promesses de campagne.

Cela va également modifier plusieurs faits essentiels pour la France. La politique française prend aux Etats-Unis une importance telle qu'elle n'a pas eue depuis de nombreuses années. Il revient vraiment à la France à présent

d'assumer une bonne partie du leadership dans le combat contre l'Etat islamique, le combat contre le terrorisme djihadiste et dans la guerre civile en Syrie. Je voudrais exposer quelques suggestions qui reviennent à mon idée selon laquelle nous essayons de faire rentrer de nouvelles données dans des modèles existants et suggérer qu'il est temps à présent, en particulier pour la France, de changer quelques-uns de ses principes fondamentaux.

Nous devons admettre que Barack Obama sera président jusqu'au 20 janvier 2017. Il est le président qui a prononcé dans les discours les plus frappants de son mandat qu'il finissait les guerres et ne les commençait pas. Il est le président dont le conseiller de sécurité nationale a déclaré il y a deux ans, en substance, qu'aucune région, quelle que soit son importance, ne peut absorber toute l'énergie et l'attention des Etats-Unis. Elle parlait dans le contexte du Moyen-Orient, et c'était un moyen d'introduire ce qui a essentiellement été un effort de l'administration Obama pour minimiser de toutes les façons possibles l'implication américaine au Moyen-Orient.

C'est le moment où la France et tout l'Occident pourraient bénéficier d'un changement dans l'attitude, plus ou moins identifiée comme française, qui consiste à prendre de la distance avec l'OTAN. Les Français devraient prendre la tête pour faire de ces attaques un problème concernant l'OTAN, pour une raison en particulier, qui est que la Turquie, un acteur clé quoi qu'il soit amené à se produire, est membre de l'OTAN, et il est possible que, l'avantage de l'UE sur la Turquie étant actuellement très faible, l'OTAN puisse jouer un rôle pour amener la Turquie à jouer un jeu plus franc, plus clair, plus transparent, et, pour parler franchement, plus honorable dans sa relation avec la Syrie.

Quand Hillary Clinton parle d'une zone d'exclusion aérienne, il semble que cela ne peut faire sens que s'il y a des troupes pour protéger un havre sûr, une zone tampon, comme la Turquie l'a proposé mais jamais mis en œuvre dans les faits. Par conséquent, il est temps de chercher à obtenir une mission de l'OTAN pour tenter de convaincre la Turquie qu'elle a beaucoup à perdre à ne pas coopérer, et à se préoccuper moins des Kurdes et plus de l'Etat islamique. La France s'aligne également avec les puissances sunnites de la région sur la question de la Syrie. J'ai en tête l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, et—nous venons juste de l'entendre—le Qatar. La France partage aussi, bien plus que les Etats-Unis, la position de ces pays concernant l'accord nucléaire avec l'Iran.

Par conséquent, la France a de l'expertise, de l'influence et des moyens de pression qu'elle peut utiliser, et c'est également vrai du geste de François Hollande vers la Russie. La France s'aligne bien plus clairement que les Etats-Unis sur nombre de questions que ces événements ont posées. Il est peut-être temps d'amener une Russie plus constructive dans des discussions plus sérieuses sur la démarche à adopter concernant la Syrie et Bachar el-Assad, et demander son aide. Le général de Gaulle décrivait la France comme à égale distance entre Washington et Moscou ; aujourd'hui, ce sont plus les Etats-Unis qui se retrouvent équidistants, essayant plus ou moins de travailler avec la Russie, mais pas trop. John Kerry essaie d'amener la Russie à bord de façon plus constructive. Même si la question de l'Ukraine reste un obstacle majeur ; je ne vois aucune chance de levée des sanctions en raison de ce qui se passe en Syrie ; mais l'essence de mon argument, c'est que la Russie est essentielle et l'Iran également. Les Etats-Unis doivent reconnaître cela, et la France, par ses positions très fermes peut rendre cela bien plus clair.

Je suis en fait en train de vous donner une version mise à jour d'un plan que Jean-David Levitte a présenté à la World Policy Conference il y a deux ou trois ans, qui, je pense, aurait dû être appliqué immédiatement. Je pense que c'était il y a trois ou quatre ans. Il n'était alors pas question de tenter de travailler plus étroitement avec la Russie et de chercher une résolution ultime. Je me contente ici de proposer des idées pour vous inciter à contribuer et pour leur donner corps, ou pour pointer du doigt les problèmes inhérents à ces idées. L'une des choses les plus sages que Winston Churchill ait jamais dites, au final, était que les Américains, après avoir essayé toutes les alternatives, finissaient par faire le bon choix. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où cela pourrait souvent être vrai.

Je vais à présent donner le micro à Nelson Cunningham, qui est partenaire à McLarty Associates, une entreprise de conseil stratégique à Washington, et qui pourra vous brosser un bien meilleur tableau des implications domestiques des événements de Paris que je ne peux le faire. McLarty Associates, comme je l'ai dit, est une entreprise de conseil stratégique qui insiste beaucoup sur son rôle bipartisan, mais Nelson est membre de la partie démocrate de l'association. Il a travaillé pour Joe Biden et a grandement participé à la campagne présidentielle de John Kerry. Il est à présent membre du conseil de politique étrangère du secrétaire d'Etat et est vice-président de l'US Business Council. Il est impatient de vous donner son point de vue.

